

L'OBSERVATEUR FRANÇAIS.

ORGANE DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS DANS LA PLATA.

BUREAU :

Rue du 25 Mai numero 50.

ABONNEMENTS :

Montevideo, un mois 1 patacon.
Buenos Ayres, 3 mois 75 patacons m/c.
Bresl, 3 mois 68 000.

REDACTEUR RESPONSABLE :

LÉON BEAUSSANT.

BUREAU :

Rue du 25 Mai numero 50.

L'OBSERVATEUR FRANÇAIS.

MONTÉVIDEO.

15 NOVEMBRE 1862.

La République Orientale de l'Uruguay vient de donner un nouvel exemple de l'instabilité des choses humaines.

Tout passe et disparaît, a dit philosophiquement Beaumarchais, avec la rapidité d'un verre de madère que l'on engloutit. Aussi avons nous été moins étonné de la chute du ministère Estrazulas, que de la façon imprévue dont il est tombé.

Si sur quelques points nous n'avons pas été d'accord avec la marche suivie par ce cabinet, nous devons reconnaître cependant qu'il était animé d'intention loyales, et d'un patriotisme qui commençait à se signaler par des initiatives dont la suite serait très profitable au pays; plusieurs projets, sur lesquels nous aurons plus tard l'occasion de nous étendre, qui étaient déjà à l'étude restent indéfiniment ajournés. Aussi nul plus que nous n'a été surpris par le décret de destitution qui vint le frapper le 5 de ce mois.

Nous savons que la constitution de l'Etat, comme celle de tous les pays, accorde au Président la faculté de casser quand bon lui semble, un ministère qu'il a choisi, sans avoir à en rendre compte à qui que soit; néanmoins, plus que tout autre, le premier magistrat d'un gouvernement quelconque est soumis au jugement de l'opinion publique, et celle-ci se demande aujourd'hui, à Montevideo pour quoi a-t-on destitué le ministère?

C'est une demande à laquelle il est difficile de répondre.

A-t-il été victime de son incapacité? Non, car l'intelligence fine, noire des hommes qui le composaient détruit cette hypothèse.

A-t-il été victime de manœuvres secrets mais en œuvre par ses adversaires?

Cette supposition pourrait paraître vraisemblable si l'on ne savait que M. Berro est d'une trop haute intelligence pour se laisser influencer par les propos de l'un et de l'autre.

Nous ne croyons pas non plus que cette République, comme la Grèce ancienne, vone à l'ostacisme ceux de ses citoyens qui s'élèvent au dessus des autres par leurs mérites.

Le ministère Estrazulas est tombé, comme est tombé le ministère Acevedo: par la raison déraisonnable qui s'oppose à la raison (par la raison de la sin raison qui à la raison se oppose) comme a parfaitement dit Cervantes, qui écrivait pour notre époque autant que pour celle où il vivait.

La destitution d'un ministère auquel on donne le lendemain des remerciements pour les services qu'il a rendus au pays pendant sa gestion, n'en reste pas moins un phénomène que nous croyons devoir constater.

FEUILLETON.

LA

NIECE DE M^{me} DE SALLEBRON.

(Suite—X. 5.)

V.

Il ne doutait de rien, il était jeune, il était beau il avait foi en son étoile.

Le ciel sourit à ses desirs. A peine eut-il sollicité une entrevue avec M. de Sémil, qu'on lui écrivit que ce dernier le recevrait avec plaisir.

M. de Sémil, lui disait-on, se méfie bien un peu des magistrats républicains, de la réalité de leur dot, et de la stabilité de leur position; mais le désir de marier sa fille l'emporte dans son esprit sur les règles ordinaires de la prudence, c'est-à-dire, pensa la magistrat, qu'il veut s'en débarrasser à tout prix.

Avec cette lettre, son domestique lui en remit une autre dont le substitut reconnut sur-le-champ l'écriture. Elle était de la fausse Mme Perrin. Il brisa le cachet avec une certaine émotion.

« On vous remercie de votre discrétion. Vous n'avez pas abusé de la Gazette de France pour

Il est à regretter sincèrement que de tels faits se reproduisent aussi souvent dans un pays nouveau encore dans la vie politique. Loin d'affaiblir ainsi ses institutions, loin de progresser, d'inspirer confiance, il se débilite, se perd dans l'opinion publique et dépeuple.

Aucune réforme ne sera possible si ses initiateurs n'ont pas le temps de la mener jusqu'à la fin. Si la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie l'Italie avaient tenu avec leurs ministres la conduite que M. Berro tient avec les siens, il est certain que ces puissances n'auraient pas arrivées à la hauteur où elles sont placées aujourd'hui.

Nous nous servirons d'une comparaison, un peu vulgaire sans doute, mais qui nous paraît fort à propos: L'enfant dont on change à chaque instant la nourrice, finit par devenir rachitique et son existence n'est plus qu'un problème.

On attendait un *manifiesto* des ministres destitués, mais, jusqu'à ce jour il n'a pas paru.

Il serait à désirer qu'il publiassent au moins une lettre très honorable qui leur a été adressée par le président, et dans laquelle le chef de l'Etat, après une dissertation préalable sur l'opportunité du mot *programme* qu'il croyait devoir être remplacé par celui de *exposition*, répond à leur note collective du 5 courant en confessant que, durant leur *trop courte* présence à la tête des affaires, ils ne se sont éloignés en rien du *programme* ou de l'*exposition* présenté par eux et accepté par lui, et, il le déclarait hautement, que la patrie leur devait de nobles services.

Une justification de ce décret ne saurait être exigée du gouvernement sans manquer au respect que l'on doit à la Constitution et à la personne de S. E. M. le Président de la République; mais les ministres peuvent, certainement sans manquer en quoique ce soit aux plus strictes convenances, chercher à sauver leur dignité par une explication honorable des faits.

C'est une satisfaction que l'opinion publique réclame.

En attendant le pays est de nouveau livré à l'interim. Mr. Carlos Carvallo, a pris la direction du ministère de gouvernement, et Mr. Pantaléon Perez celle du ministère de la guerre et Affaires Étrangères.

Quant à la question ecclésiastique elle n'a pas fait un pas depuis notre dernière revue. Seulement, à ce sujet *La Prensa Oriental*, notre antagoniste sur la matière, apporte, dans son numéro du 11, l'étrange entraînement que voici.

« MILLE OXCES!!!—On nous dit que *quelqu'un* est allé à Buenos Ayres dans le but de régler la question du Vicariat emportant avec lui la bagatelle que sert de titre à ces lignes.

« Avec un pareil excitant, nous nous charge-

« faire un appel auquel, loyal ou non, il eût fallu répondre. En revanche de la délicatesse que vous avez montrée, on croit devoir vous donner un conseil. Discontinuez les démarches que vous faites pour épouser Mlle de Sémil. Dans six mois on vous dira pourquoi! »

—Oh! oh! murmura René, ceci devient grave. En quoi Mme Perrin peut-elle s'intéresser à mon mariage avec Mlle de Sémil? Est-ce qu'elle serait amoureuse de moi, par hasard?

Et le jeune magistrat se leva de son fauteuil, et se mit à se promener dans son cabinet de long en large avec une vivacité toute particulière. De temps à autre, il passait sa main dans sa noire chevelure et se regardait dans glace avec complaisance.

Si l'on reproche aux femmes un petit grain de coquetterie, il faut bien convenir que les hommes ont leur grain de fatuité.

Après tout, se dit le magistrat, une visite à Sémil ne m'engage à rien. Il suffit qu'on veuille m'empêcher de voir Mlle de Sémil pour que je brûle du désir de vouloir lui parler. Quant à vous, Mme Perrin la fausse, je saurai bien vous découvrir ou j'y perdrai mon latin.

Y perdrais-je quelque chose? se demanda-t-il tout à coup en souriant. Non, en vérité, car je l'ai bien oublié. Il ne faut pas dire cela trop haut pour un magistrat qui doit se nourrir de droit romain et faire à l'occasion de petites citations latines dans ses réquisitoires.

—Ah! madame Perrin, vous m'intriguez terriblement, mais attendez six mois une réponse, c'est bien long!

Aussi, dès le lendemain, le magistrat se disposa à partir pour Sémil. Mais, en montant en voi-

« rions nous autres de régler aussi cette question, et de vaincre même notre répugnance pour les mœurs ecclésiastiques jusqu'à nous faire le Gouverneur du Clergé, ou, ce que revient au même, Vicaire Apostolique. »

La double interprétation qu'il est possible de donner à ce qui précède est visible même pour les moins clair-voyants.

De deux choses l'une :

Mr. le docteur Castellanos, est parti, publiquement commissionné par le gouvernement, pour traiter la question avec S. E. M. Mr. Marino Marini.—Est-ce à sa mission que se réfère l'entre-filet que nous reproduisons? A-t-on cru que les raisons qu'il pouvait mettre en avant pour justifier le gouvernement, n'étaient pas assez concluantes, et qu'il devait être muni de mille arguments que l'on considère généralement comme *irrésistibles*?

S'il en est ainsi, l'avouer est au moins une naïveté.

On, d'un autre côté,—la question étant tellement épineuse, et ses conséquences tellement problématiques,—voudrait-on, dans la prévision d'un échec possible, se précipiter à l'avance contre le coup qui serait alors porté aux *soi-disant libéraux*, et pouvoir en conséquence l'attribuer à la *réalité* du Nonce Apostolique qui se serait laissé séduire par l'or des adversaires du gouvernement?

Si tel est le but de l'entre-filet en question, nous trouvons qu'il est assez *jeuistique* de sa nature.

Dans les deux cas la supposition n'est guère honorable pour son Eminence, car, qu'il fasse ou qu'il ne fasse pas, on ne l'accusera de rien moins que d'avoir considéré que la *raison du plus fort* (sic d'or monnaie) est toujours la meilleure—et nous ne savons vraiment comment Mgr. l'archevêque de Palmyre pourra se dépêtrer d'un fillet aussi habilement tendu.

Décidément *La Prensa Oriental* est un redoutable adversaire. *Caramba!* Il paraît néanmoins que ce journal est bien sensible aux séductions monétaires; car dès qu'on ne pense pas comme lui, c'est qu'à coup sûr, dit-il, on est payé pour cela.

On juge toujours les autres d'après soi-même. L'affaire de M. le docteur Gounouillon dont nous nous occupons depuis longtemps vient enfin de subir une heureuse modification. Après plus de deux ans de prison préventive il vient enfin d'être mis en liberté *sous caution* quelque incomplète que puisse être cette mesure, elle fait néanmoins espérer qu'elle initie une nouvelle ligne de conduite et que justice complète sera enfin rendue à notre compatriote.

ture, il reçut avis qu'il était à la veille d'être révoqué. L'affaire Perrin avait été mal présentée au ministère par le procureur général, et il se trouvait sous les coups de plusieurs dénégations.

En revanche, il avait obtenu de C. un renseignement important. La fausse Mme Perrin devait être, lui disait le brigadier de gendarmerie, une cousine de Mlle de Sémil!

VI.

Sémil est situé sur le haut d'une colline. On y arrive par une côte raide et tortueuse.

Parvenu au pied de la côte, le magistrat descendit de voiture, sans doute afin de laisser souffler les chevaux; peut-être aussi pour se recueillir avant d'aborder la délicate question qui allait se traiter entre M. de Sémil et lui.

Il avait aperçu d'ailleurs à l'extrémité d'un long mur une petite porte que, selon toute probabilité, il jugeait être une entrée particulière du parc pour les piétons. Un petit garçon qui passait par là confirma cette idée et l'engagea à entrer dans l'intérieur du parc s'il allait au château, il racourcirait ainsi sa route et pourrait encore attendre à un second passage sa voiture et ses chevaux dans le cas où il tiendrait à faire son entrée par la porte principale du château.

René poussa donc la petite porte et entra.

Il se trouva dans un parc immense, traversé par plusieurs sentiers; il prit le premier qui s'offrit à lui. A mesure qu'il avançait il s'étonnait de l'émotion étrange qui s'emparait de son cœur; il aurait pu en compter toutes les pulsations.

Mlle de Sémil lui était indifférente en partant; mais pendant la route, elle s'était parée des charmes de l'inconnu. Un certain mystère l'embelli-

Une invasion d'indiens du Chaco est venu affliger encore une fois la province de Santa Fé, dans la Confédération Argentine. Selon le correspondant de *La Reforma Pacifica* ils se sont avancés jusqu'à la ferme (*estancia*) de S. Pereira, dans le département de Coronda, et ils ont tué le majordome, emmenant ensuite toute sa famille en captivité. Le butin qu'ils ont fait est évalué à deux mille têtes de bétail qu'ils ont tranquillement rémises sans être, dit-on, inquiétés par quoi que ce soit.

Selon le même correspondant quelques troubles auraient éclaté dans les provinces de Tucumán et de Santiago; mais le journal néanmoins quel ces détails sont adressés ne les reproduit que sous toutes réserves. On doit donc attendre la confirmation de ces rumeurs avant de pouvoir y attacher quelque importance.

La presse de Buenos Ayres est toute émue d'une série d'articles dans lesquels l'état des provinces est présenté sous un aspect des plus alarmants. L'impression a été d'autant plus profonde qu'ils sont de la rédaction du *Standard*, journal anglais qui se publie dans cette ville.

Le *Standard* se plaint de l'insuffisance ou de l'indifférence des autorités à l'égard des étrangers assassinés, dit-il, sans que les meurtriers soient jamais poursuivis.

Nous ne dirons pas que cette accusation n'a pas quelque apparence de vérité; mais il ne faut pas la prendre au pied de la lettre. Les gouvernements de ces pays où la population est peu nombreuse, et les territoires d'une immense étendue, ne peuvent guère établir de police sévère et puissante comme celles de France et d'Angleterre où la concentration des individus permet une surveillance, qui est impossible dans les *Pampas*. Quand on capture un coupable dans la Confédération Argentine, c'est qu'il met de la bonne volonté à se laisser prendre, et le hasard est presque toujours en ce cas le meilleur agent de police.

—Le *Scoutario*, journal officiel et unique du Paraguay, raconte en termes pompeux l'élection du nouveau président. Notre correspondance nous a manqué cette fois, nous limitons donc à ces quelques mots notre revue sur ce pays. Ceux de nos lecteurs qui désireraient savoir notre opinion à son égard, la trouveront dans les numéros de l'*Observateur* du 31 août et suivants.

L. B.

EXTERIEUR.

ITALIE.

On écrit de Turin à la *Presse*:

« Je suis bien aise de vous annoncer qu'enfin on vient de prendre une résolution. L'amnistie hier soir seulement, a été résolue en conseil des ministres. Si je suis bien informé, le procès verbal

sait, et maintenant il avait peur et il tremblait, comme si son honneur se fût trouvé attaché au succès de sa visite.

Au détour d'un massif, quel ne fut pas son étonnement, quand il aperçut à dix pas de lui... l'étrangère du parquet, la fausse Mme Perrin, la cousine de Mlle de Sémil!

En voyant le jeune homme, celle-ci poussa une exclamation de surprise, et son livre lui échappa des mains.

—Vous ici, monsieur, lui dit-elle, après un moment de silence; et que venez-vous faire en ces lieux?

—Mais peut-être vous y chercher, dit René, qui avait repris toute son assurance.

—Vous ne deviez cependant pas espérer m'y rencontrer. Dites plutôt que vous veniez chercher Mlle de Sémil.

—En supposant que cela soit, dit avec fermeté le jeune homme, quel serait mon crime? Je vous aurais désobéi, c'est vrai; mais vous m'avez donc donné des droits sur moi? Je ne vous connais pas, je ne sais pas même votre nom.

—Je vous l'aurais dit dans six mois, répondit avec un certain dépit la jeune fille.

—Six mois, c'est bien long quand on est en lieux.

—Vous avouez donc être curieux?

—Un peu... aussi ai-je pris mes précautions pour satisfaire ma curiosité. En quelques jours j'ai obtenu les renseignements que mon obéissance à vos prescriptions aurait mis une demi-année à conquérir.

—Expliquez-vous, monsieur je ne vous comprends pas.

